

ATTENTAT TERRORISTE DE SOUSSE

Lendemain de catastrophe

La Tunisie a connu, vendredi, l'attentat terroriste le plus meurtrier de son histoire. Trente-neuf personnes, selon un dernier bilan fourni samedi à l'aube, sont tombées dans l'attaque menée par deux terroristes dans un hôtel touristique situé à El-Kantaoui dans la banlieue de la ville de Sousse qualifiée de «la perle du Sahel».

De Tunis, Kamel M'Rabet

L'attentat a fait, également, 39 blessés dont certains grièvement. Cet attentat a été suivi, dans la soirée, d'une réunion d'un conseil ministériel qui a pris des mesures draconiennes d'urgence. Décision a été prise de fermer, immédiatement, les mosquées exerçant en «hors-la-loi», de reconsidérer la position du gouvernement vis-à-vis de certains partis politiques et associations ne respectant pas la Constitution.

Décision a été prise, également, de rappeler les réservistes pour renforcer la sécurité autour des lieux sensibles et de déclarer «zones militaires fermées» les monts Sammama et Méghira (nord-ouest).

Depuis l'apparition du terrorisme en 2011, quelques mois seulement après l'avènement de ce qui est appelé «la révolution du jasmin» qui a eu raison de l'ex-dictateur, Zine El Abidine Ben Ali, le pays n'a pas connu de répit.

Le terrorisme qui était en veilleuse a tiré profit de la prolifération des armes venant de la Libye voisine, proie, elle aussi, à une «révolution» contre Gueddafi. La chute de ce dernier a ouvert la voie

aux milices libyennes et à de nombreux jeunes Tunisiens pour s'armer «à gogo», se former dans les camps libyens et syriens et engager des actions terroristes contre les symboles de leur propre Etat, à savoir l'armée et les forces de sécurité.

Très peu habitués au terrorisme, les Tunisiens ont été choqués, il y a deux ans (en plein Ramadhan), par une action de grande envergure. Une dizaine de soldats ont été sauvagement égorgés à l'heure de la rupture du jeûne à Kasserine (centre-ouest). Depuis, cette région est devenue le symbole du terrorisme dont les acteurs ont choisi de s'y abriter. C'est à cette date que les autorités ont commencé à prendre conscience de l'existence effective de l'hydre terroriste sur le territoire tunisien.

Les actions se sont multipliées, souvent contre des soldats ou des agents de sécurité et l'ex-président Marzouki a eu l'occasion, à maintes reprises, d'assister aux funérailles de certains militaires ou agents de la Garde nationale «tombés au champ d'honneur».

Les plans mis sur pied par les responsables prévoyaient la sécurisation des villes et le renforce-



Le corps d'un homme tué lors de l'attentat.

ment de la présence de l'armée dans les zones montagneuses pour faciliter la traque des terroristes, croyant «crédulément» que le terrorisme n'atteindrait pas les villes. Cela n'a pas empêché l'émergence de cellules dormantes dans les villes, en particulier dans la banlieue de Tunis où les forces de sécurité se sont affrontées à plusieurs reprises aux terroristes découverts dans leurs caches grâce à l'aide de citoyens. Certes, des victoires ont été remportées et de nombreux terroristes ont été tués ou arrêtés sans que ces actions «de qualité» ne dissuadent les commanditaires comme l'atteste l'attentat spectaculaire, le 18 mars dernier, du musée du Bardo à quelques mètres du siège du

Parlement. Les victimes, une vingtaine, étaient des touristes étrangers. Le signal est donné. Le terrorisme a choisi, maintenant, une nouvelle cible : l'économie du pays dont le tourisme est l'une des composantes essentielles. Moins de trois mois après, ce fut, vendredi, l'attentat de Sousse qui a, vraisemblablement, les mêmes objectifs que celui du Bardo. Pourtant, les responsables de la sécurité nationale n'ont pas cessé d'annoncer, ces derniers mois, que toutes les mesures avaient été prises pour sécuriser les sites touristiques.

Au plan politique, la réaction du Président Caïd Essebsi, qui s'est rendu sur les lieux de l'attentat, est significative. Il a affirmé que rien ne sera plus comme avant et que des

mesures draconiennes seront prises pour renforcer la lutte contre le terrorisme. Pour commencer, le drapeau noir, étendard du parti islamiste Attahrir, ne sera plus toléré.

Cette déclaration annonce un durcissement de la position du gouvernement face à certains partis politiques connus pour leurs attitudes «extrémistes».

Le parti au pouvoir Nida Tounès, dont il était le fondateur et dont il est, aujourd'hui, le président d'honneur, lui a emboité le pas en se jetant dans la bataille pour fustiger l'opposition qui, une fois n'est pas coutume, a fait profil bas pour ne pas envenimer la situation.

En agissant ainsi, estiment les observateurs, Nida Tounès, qui ne cesse de perdre de son crédit auprès de la population en général et de ses électeurs, en particulier, cherche à gagner du terrain en se disculpant en flagrante contradiction avec ses positions antérieures alors qu'il était dans l'opposition et qu'il cherchait, à tout prix, à faire chuter le gouvernement chaque fois que le terrorisme venait à se manifester. C'est, donc, à un bras de fer qu'il faut s'attendre entre le gouvernement et l'opposition qui n'a de cesse de critiquer «l'impuissance» du gouvernement de Habib Essid à gérer les affaires du pays et à un durcissement des moyens sécuritaires. Ira-t-on jusqu'à serrer l'étai sur les libertés en général et la liberté d'expression des médias qui, d'ailleurs, ne connaissent plus de limites.

K. M.

LA CLASSE POLITIQUE RÉAGIT :

«Un coup dur pour la révolution des jasmins»

L'innommable boucherie commise avant-hier en Tunisie n'a pas été sans réaction de la classe politique nationale pour laquelle cet attentat ne sera pas sans conséquence sur l'expérience pionnière tunisienne en matière de transition démocratique laborieusement réussie.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Une réussite qui semble ne pas être au goût de certains dont les commanditaires et les exécutants de l'attentat d'avant-hier.

«La tragique attaque de Sousse vient nous confirmer que l'intégrisme et l'intolérance, dont nos pays souffrent, sont l'ennemi de la démocratie et l'expression d'un totalitarisme des plus obscurs. Le peuple tunisien qui est sur la voie de la construction démocratique à laquelle aspirent les peuples du sud doit rester uni, solidaire et déterminé à poursuivre sa marche et servir d'exemple à nous tous», affirme le chargé de la communication au RCD.

Pour Atmane Mazouz, «le vendredi d'horreur qui a frappé d'innocents citoyens vient nous rappeler que la menace terroriste est toujours présente et que la vigilance doit être permanente et la réaction ferme face à l'obscurantisme».

Une analyse que l'on partage au MSP. «Nous sommes choqués par l'horreur de cet attentat. C'est un coup dur pour cette fabuleuse expérience tunisienne de par la sphère arabo-musulmane. La Tunisie a apporté un bel exemple de cohabitation entre des partis des diverses mouvances islamiste, démocrate et laïque», déclare son chargé à la communication. Zineddine Tebbal estime qu'il faut travailler de sorte à «isoler ce phénomène en lui enlevant toute couverture

idéologique et politique». Pour sa part, Soufiane Djillali affirme que «le trouble sécuritaire en Tunisie touche immédiatement la sécurité de l'Algérie. L'attaque de touristes en Tunisie est très grave pour l'économie de la Tunisie qui était déjà mal au point. Il faut renforcer la collaboration sur le plan sécuritaire entre nos deux pays car les Tunisiens ne pourront jamais s'en sortir seuls».

Pour le président de Jil Jadid, il faut interpellier les pays qui sont derrière la destruction de l'Etat libyen qu'ils ont abandonné pour devenir la plaque tournante du terrorisme dans le Maghreb, estimant que «notre

pays est globalement immunisé contre l'affrontement idéologique violent bien que beaucoup de travail reste à faire»

Du côté du PT, on juge que «cet attentat terrible qui frappe ce pays déjà fragilisé sur le plan socio-économique depuis la Révolution des jasmins de janvier 2011, est un «coup dur pour l'économie tunisienne dont le secteur du tourisme emploie plus de 400 000 personnes». «Nous sommes très inquiets sur les conséquences d'une situation créée par les interventions militaires étrangères dans la région, Mali, Libye, ...», affirme Ramdhane Taâzib pour qui, «aujourd'hui, tout le monde sait que la prétendue

lutte antiterroriste est dirigée par les grandes puissances pour porter atteinte aux souverainetés nationales mais en même temps justifier leur présence militaire dans la région».

Et d'exprimer sa crainte que «ces attentats en Tunisie soient utilisés par les gouvernements des grandes puissances pour entraîner les pays de l'Afrique du Nord dans l'engrenage de la guerre ou justifier l'installation de bases militaires étrangères dans la région, ce qui ouvrira la voie au chaos».

M. K.

Le touriste algérien se donne un temps de réflexion

L'attentat terroriste commis dans un hôtel en Tunisie ce vendredi, aura-t-il un impact sur les touristes algériens ? Va-t-il les décourager ? Maintiendront-ils leurs vacances en Tunisie ou vont-ils les annuler ?

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Au lendemain de l'attentat de Sousse, le sujet est dans toutes les bouches. Dans la rue, dans les commerces, dans les transports, on en parle partout. Seulement, les Algériens semblent se donner un temps de réflexion. Eux, dont la majorité a déjà réservé pour des vacances en Tunisie. Prévus pour l'après Aïd El Fitr, leurs

départs seront-ils remis en cause ? Leur destination de vacances sera-t-elle changée ou la maintiendront-ils ?

Selon un sondage effectué par le *Soir d'Algérie* sur la question, les Algériens demeurent mitigés. Alors que 43,84% d'entre eux assurent que l'attentat dissuadera les touristes algériens de se rendre en Tunisie, 52,33% affirment le contraire.

«Après cet attentat, les hôtels en Tunisie seront gratuits», plaisante un jeune épiciériste avec son client. Visiblement choqué par ce qui s'est passé ce vendredi sur la plage de cet hôtel tunisien, le client répond : «J'avais l'intention de passer le mois d'août avec ma famille en Tunisie mais après cet attentat, j'ai décidé d'annuler ce voyage».

Regroupés à l'ombre sur un trottoir, rue Necira-Nounou à Belouizdad, des jeunes du quartier évoquent le sujet du jour. «Plus jamais la Tunisie. Je préfère passer mes vacances en Algérie, loin du terrorisme. Il y a

de belles plages à Béjaïa et à Jijel», dira l'un des jeunes.

Un avis que le reste du groupe semble ne pas partager. «Au contraire, je ne vois pas pourquoi j'annulerai mes vacances en Tunisie. D'ailleurs, les prix vont baisser. Pourquoi ne pas en profiter», rétorque l'un d'entre eux.

Hier au deuxième jour du week-end, il n'était pas possible de connaître le point de vue des agences de tourisme et de voyages. Vont-elles enregistrer des annulations de séjours en Tunisie ou pas ?

Ry. N.